

"Le discours de Nigel Lawson - (2) Ceux qui veulent aller plus loin le disent" dans Europe (1er février 1989)

Légende: Dans son éditorial du 1er février 1989, Emanuele Gazzo, directeur général de l'Agence Europe à Bruxelles, passe en revue les manoeuvres du Royaume-Uni pour empêcher la réalisation d'une union économique et monétaire (UEM) en Europe.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef RICCARDI, Ferdinando. 01.02.1989, n° 4945. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"le_discours_de_nigel_lawson_2_ceux_qui_veulent_aller_plus_loin_le_disent"_dans_europe_1er_fevrier_1989-fr-0acc31ab-d90b-4b55-a5a0-0f5fe20c86f7.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Le discours de Nigel Lawson - (2) Ceux qui veulent aller plus loin le disent

Il est clair désormais que le Premier ministre britannique est obsédé par la crainte de voir se reproduire le processus de 1985 et de se laisser prendre dans un engrenage qui la conduira là où elle ne veut absolument pas aller. Au sommet de Milan de fin juin 1985, la décision de convoquer une conférence intergouvernementale "en vue de faire progresser concrètement l'Union européenne" fut prise à la majorité (art.148 du traité CEE), c'est-à-dire contre l'opposition farouche de Mme Thatcher qui la prétendait inutile car le Conseil aurait pu lui-même adopter des mesures pratiques (un adjectif qu'elle affectionne) et annonçait qu'en tout cas, ses décisions ne pouvaient être prises qu'à l'unanimité (art. 236 CEE). Ce jour-là, l'issue avait "démarqué ceux qui veulent aller vers une union politique plus forte et ceux qui ne veulent pas" (commentaire de François Mitterrand). Maintenant, Mme Thatcher regrette d'avoir signé l'Acte Unique. Malgré tout ce qu'elle dit, elle sait parfaitement ce que "Union Européenne" veut dire. Pour elle, c'est une machine de guerre contre l'indépendance de son pays (ce qui est faux) et c'est pourquoi elle dit (ou fait dire) halte ! Elle sait que l'Union Economique et Monétaire affecterait l'indépendance de la politique économique et monétaire de chacun (conséquence logique de la création d'un espace économique commun).

Dans son article, publié dans le Times, Ronald Butt, en partant de la constatation que lors des prochaines élections européennes, on parlera de tout sauf des questions fondamentales soulevées par Mme Thatcher, dénonçait une sorte de "conspiration du silence", pour éviter de faire des choix qui départagent chaque parti.

Le vocabulaire commun étant désormais inspiré par le fédéralisme, les hommes politiques sont embarrassés et craignent d'être taxés d'"anti-européanisme". M.Butt paraît très pessimiste face à une opinion politique intoxiquée, au Parlement de Westminster incapable de défendre l'intérêt national et à une "Europe sans frontières dominée par Bruxelles". En particulier, il s'inquiète de l'instauration d'une "monnaie unique européenne qui pourrait devenir la seule monnaie européenne".

Le discours de Lawson est la suite logique de cette mise en garde. Comme son Premier Ministre, Lawson aperçoit un "dualisme" dans la vision de l'objectif 1992. Les uns veulent éliminer les nombreuses barrières institutionnelles qui empêchent la réalisation de l'union douanière "raison d'être originale de la Communauté" (mais Lawson ne se demande pas pourquoi cela n'a pu se faire jusqu'à présent: il aurait reconnu que cela est dû à l'absence d'un pouvoir européen capable d'imposer l'observance de règles communes). Les autres sont des euro-visionnaires qui veulent aller beaucoup plus loin dans les domaines économique, monétaire et politique. L'action de ces derniers ne se justifie pas, ne s'inscrit pas dans les objectifs de la Communauté et en réalité se propose de dresser un écran de fumée pour éviter l'application pratique de la démobilitation des barrières nationales. En disant cela, M.Lawson non seulement renie toute l'histoire d'une Communauté (il ne la connaît probablement pas) fondée comme étant la première pierre d'une fédération; non seulement ignore ou feint d'ignorer les engagements écrits et signés; non seulement nie à la Communauté les moyens pour atteindre ses fins, mais lance des accusations gratuites à ses partenaires.

Pour terminer, M.Lawson révèle la tactique que son gouvernement va mettre en oeuvre. D'une part, il annonce que "jamais" son gouvernement n'acceptera une Union économique et monétaire telle qu'elle se dessine et laisse entendre qu'il emploiera l'arme du veto. D'autre part, il "offre" des "mesures pratiques", par exemple de quadrupler les franchises douanières pour les voyageurs qui entrent en Grande-Bretagne (ce qui ne ferait que consolider les frontières puisque toute concession exige un contrôle...). Dans le cadre du Comité Delors sur l'UEM, le gouverneur de la Bank of England adopte une tactique analogue.

La Commission a fait une première réponse, mais une réflexion s'impose. La situation est-elle analogue à celle de Milan en 1985 ? Peut-être oui. Mais il faudrait dire d'ores et déjà que l'UEM se fera en tout cas. Par ceux qui avec leurs peuples "veulent aller plus loin".

Emanuele Gazzo